



## RAPPORT DU WEBINAIRE SUR

**LE ROLE DE L'UNION EUROPEENNE DANS LE SUIVI ET L'EVALUATION DE LA  
REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE  
DU CONGO (RDC)**

*Préparé par*  
**Ernest Ansah Lartey**  
**Anna Mensah**  
**Jane Abubakar**

---

*28 Octobre 2020*

---



## African Security Sector Network (ASSN)

Fondé en 2003, l'**African Security Sector Network (ASSN)**, dont le siège se situe à Accra (Ghana), est un réseau panafricain d'experts et d'organisations travaillant pour promouvoir une gouvernance plus démocratique de la sécurité sur le continent africain.

Pour plus d'informations, veuillez contacter l'équipe de l'**ASSN** par courrier électronique:  
[info@africansecuritynetwork.org](mailto:info@africansecuritynetwork.org)

ou consulter le site web de l'**ASSN**:  
<http://africansecuritynetwork.org/assn/>

Formed in 2003, the **African Security Sector Network (ASSN)**, headquartered in Accra (Ghana), is a Pan-African network of practitioners and organizations working to promote effective and democratically governed security sectors across Africa.

For more information, please contact the **ASSN** team by email:  
[info@africansecuritynetwork.org](mailto:info@africansecuritynetwork.org)

or visit the **ASSN** website:  
<http://africansecuritynetwork.org/assn/>

---

Rapport disponible en ligne à l'adresse:

<https://www.africansecuritynetwork.org/assn/wp-content/uploads/2021/07/RAPPORT-WEBINAIRE-LE-ROLE-DE-LUNION-EUROPEENNE-DANS-LE-SUIVI-ET-LE-EVALUATION-DE-LA-REFORME-DU-SECTEUR-DE-LA-SECURITE-EN-REPUBLIQUE-DEMOCRATIQUE-DU-CONGO-RDC.pdf>

Pour citer ce rapport:

ABUBAKAR (J.), LARTEY E. (A.), and MENSAH (A.), «**Rapport du wéinaire sur le rôle de l'Union Européenne dans le suivi et l'évaluation de la réforme du secteur de la sécurité en République Démocratique du Congo (RDC).**», ASSN, Juin 2021.

## TABLE DES MATIERES

<b>Remerciements .....</b>	<b>4</b>
<b>Résumé analytique.....</b>	<b>5</b>
<b>Acronymes .....</b>	<b>6</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>7</b>
Littérature existante sur la RSS en RDC.....	7
Rôle de l’Union Européenne dans la RSS .....	8
Soutien de l’UE au processus de RSS en RDC.....	10
Réalisations obtenues dans le cadre du soutien de l’UE au Processus de RSS en RDC .....	10
Problèmes rencontrés dans le processus de RSS en RDC .....	10
Réforme du secteur de la justice en RDC .....	11
Enseignements tirés .....	11
Défis .....	11
Résultats mitigés obtenus dans le processus de RSS en RDC .....	11
Recommandations .....	12
À l’intention du gouvernement de la RDC.....	12
À l’intention des OSC.....	13
À l’intention l’UE et des États-membres .....	13
<b>Annexes .....</b>	<b>14</b>
Note conceptuelle et ordre du jour .....	14
Liste des participants.....	16



## REMERCIEMENTS

L’African Security Sector Network (ASSN) remercie l’organisation **Cordaid** et le **Réseau européen pour l’Afrique Centrale (EurAc)**, dont le soutien a rendu possible la tenue de cette conférence virtuelle.

Un remerciement particulier à **Donatella Rostagno** qui a animé ce webinaire.

Nous tenons également à remercier, avec une profonde gratitude, le rôle déterminant joué par le personnel de Cordaid (**Steven Lanting** et **Herve Magaribi**) et de l’EurAc (**Daniela Bishop**, **Teodora Nguen** et **Amal Hamich**) qui a travaillé en coordination avec l’ASSN pour rendre cet événement possible.

Nos remerciements vont également aux représentants des **Organisations de la Société Civile (OSC) congolaise (RDC)** qui ont réalisé l’étude présentée lors de ces travaux, ainsi qu’aux **représentants de la Délégation de l’Union Européenne en RDC**, qui ont pris part aux échanges en qualité d’intervenants.

Enfin et surtout, nous remercions profondément nos rapporteurs **Ernest Ansah Lartey**, **Anna Mensah** et **Jane Abubakar** pour l’élaboration du présent rapport.

## RESUME ANALYTIQUE

Il ne fait aucun doute que la longue période de conflit et d'instabilité politique que traverse la République démocratique du Congo (RDC) a engendré un déficit de gouvernance qui, à son tour, a gravement affecté l'environnement sécuritaire du pays. Autant les institutions du secteur de la sécurité ont pour mission de protéger les populations, autant cette tâche est rendue difficile par l'absence de réforme au sein de ces institutions. Néanmoins, le déficit de gouvernance observé dans le secteur de la sécurité crée une grande distance entre les autorités et les populations, en raison des abus commis par les forces de sécurité sur les civils.

En RDC, l'effort de réforme du secteur de la sécurité a été soutenu par les acteurs bilatéraux et multilatéraux. Au nombre de ces partenaires multilatéraux, figure l'Union Européenne (UE) dont la politique est mise en œuvre à travers le Fonds Européen de Développement (FED) et la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Depuis son lancement, le processus de RSS est suivi par certaines organisations de la société civile (OSC). Ainsi, l'ambassade des Pays-Bas et Cordaid mènent des actions conjointes afin d'éviter la répétition des échecs du passé dans le processus de RSS, tout en s'efforçant d'aboutir à une société résiliente.

Après plus d'une décennie de réforme dans le secteur de la sécurité dans le pays, des résultats de recherche affichent un bilan mitigé malgré l'état d'avancement de plusieurs phases du processus. Plusieurs facteurs peuvent servir à expliquer une telle situation, notamment (a) l'absence de volonté politique, (b) un déficit de collaboration entre le gouvernement et les partenaires au développement, ainsi que (c) la corruption et les systèmes de solidarité existant dans le secteur de la sécurité.



## ACRONYMES

ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
ASSN	African Security Sector Network
PSDC	Politique de sécurité et de défense commune
OSC	Organisations de la société civile
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
RDC	République Démocratique du Congo
FED	Fonds Européen de Développement
UE	Union Européenne
EUCAP	Mission de l'Union européenne visant au renforcement des capacités
EurAc	Réseau européen pour l'Afrique Centrale
EUTM	Mission de formation de l'Union Européenne
MONUSCO	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RD Congo
ALPC	Armes légères et de petit calibre
SSR	Réforme du secteur de la sécurité

## INTRODUCTION

Le 28 octobre 2020, l'African Security Sector Network (ASSN) a organisé, en partenariat avec Cordaid et le Réseau européen pour l'Afrique centrale (Eurac), un wébinaire d'une journée sur le thème « Rôle de l'Union Européenne dans le suivi et l'évaluation de la réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (RDC) ». L'événement visait un triple objectif:

- présenter au Réseau et aux instances décisionnelles les recherches et analyses menées par les OSC congolaises sur le secteur de la sécurité.
- formuler des recommandations adaptées aux acteurs internationaux impliqués dans le processus de réforme du secteur de la sécurité en RDC, à l'instar des institutions de l'Union Européenne et états-membres, et
- offrir aux acteurs de la société civile congolaise, aux chercheurs et aux décideurs une plateforme de dialogue leur permettant de réfléchir ensemble sur l'appui à la réforme du secteur de la sécurité en RDC qu'ils apportent ou envisagent d'apporter dans les années à venir.

### Littérature existante sur la RSS en RDC

Au cours des deux dernières années, l'ASSN et CORDAID ont collaboré avec des analystes et experts de premier plan pour réaliser une étude sur des expériences de mise en œuvre de la RSS dans le pays. Ce travail a débouché sur une cartographie des acteurs de la sécurité menant des activités sur le territoire national, tant au niveau central que provincial.

Les rapports qui ont été présentés, débattus et examinés lors d'une réunion séparée tenue dans le cadre de ce wébinaire, traitaient de sujets spécifiques tels que:

1. le concept de police de proximité
2. la réforme des forces armées
3. la réforme du secteur du renseignement
4. la réforme du système pénitentiaire
5. le contrôle des armes légères et de petit calibre (ALPC)

Des observations ont été formulées à l'endroit des auteurs qui les intégreront aux versions finales de leurs manuscrits avant publication.

Toutefois, quelques conclusions intéressantes se dégagent des rapports examinés, notamment:

1. le faible statut social du personnel de sécurité, surtout dans les rangs de l'armée et de la police. Cette situation tient du fait que la plupart des membres des forces de défense et de sécurité sont issus de milieux défavorisés. De plus, cette précarité est exacerbée par la faible rémunération qu'ils perçoivent.

2. En effet, il est nécessaire d'établir un ordre de priorité entre les aspects technique et politique que comporte la RSS. S'il est important de mettre l'accent sur la formation, l'équipement, l'investigation et la mission de combat des forces de sécurité, il convient également de renforcer des aspects tout aussi importants comme la surveillance civile (exercée notamment par le Parlement et les OSC). Soulignons qu'en RDC, le Parlement n'est pas en mesure d'exercer son rôle de contre-pouvoir face à l'exécutif, du fait que les députés dans leur grande majorité n'ont pas conscience de leur rôle dans la gouvernance de la sécurité. De même, il est urgent de rendre les OSC capables d'exercer efficacement leur rôle.
3. Jusqu'ici, l'approche descendante (top-down approach) a été privilégiée dans la mise en œuvre du processus de RSS. Néanmoins, étant donné que certaines zones ont été plus touchées par le conflit que d'autres, il est encore possible de recourir à une approche ascendante (bottom-up approach).
4. L'aide extérieure a généralement tendance à se concentrer sur des solutions rapides reposant sur l'usage de la théorie du changement dans la conception des programmes. Dans le secteur de la sécurité, le recours à une telle méthode dans l'élaboration et l'évaluation des programmes ne tient pas compte des engagements à long terme pris par les partenaires, et qui exigent de soutenir le processus de RSS au-delà des solutions rapides à court terme.

## Rôle de l'Union Européenne dans la RSS

Dans le cadre de sa Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), l'Union Européenne (UE) soutient les efforts de la République démocratique du Congo (RDC) dans le domaine de la RSS. Alors que ce cadre a pour objectif principal de promouvoir la paix et la stabilité dans les zones de crise en Afrique notamment, il convient de savoir que la réforme du système de défense à elle seule ne produira pas des résultats durables en RDC en particulier, et dans la région des Grands Lacs en général.

Du point de vue de l'UE, la RSS consiste à opérer un changement dans le système de sécurité d'un pays de manière à permettre aux citoyens de jouir de la paix dans le cadre d'une gouvernance responsable. Vue sous cet angle, la RSS poursuit deux objectifs fondamentaux:

1. L'efficacité: elle passe par la professionnalisation et le renforcement des capacités opérationnelles des forces de sécurités nationales. Bien qu'elle constitue une priorité dans la mise en œuvre de la RSS, l'efficacité du secteur de la sécurité ne couvre qu'un aspect dans l'atteinte de résultats dans une approche holistique.
2. La responsabilisation: s'il est difficile d'aboutir à une police responsable, il s'agit d'un objectif d'un objectif extrêmement important permettant de veiller sur les abus, l'arbitraire, les dérives et violations des droits de l'homme commises notamment par les forces de sécurité.

Une attention particulière est accordée à l'appropriation locale, qui repose sur l'implication de toutes les populations et communautés bénéficiaires dans le processus de RSS. Aussi et surtout, la sensibilisation des groupes de la société civile aux enjeux de la RSS peut renforcer l'appropriation et la responsabilisation dans le processus de réforme.

Au-delà de l'efficacité et de la responsabilité comme objectifs, toute réforme démocratique dans le secteur de la sécurité implique un changement de culture au sein des institutions du secteur. Grâce à un tel changement, le rôle des forces de sécurité devrait s'orienter vers la protection des citoyens, plutôt que vers la protection des régimes. La réforme démocratique des institutions du secteur de la sécurité consiste également à dépasser le cadre de l'armée et de la police pour engager des consultations avec d'autres acteurs, notamment le ministère des finances (pour ce qui est du budget et des politiques économiques), ainsi que les ministères en charge des affaires étrangères, de la défense, de la sécurité nationale et de l'intérieur pour le choix d'orientations stratégiques en matière de défense et de maintien de la paix, de sécurité intérieure et de renseignement. Cette logique fait du processus de RSS un exercice politique pour l'UE, qui reconnaît aussi les risques associés à l'application des principes universels sans prise en compte des spécificités locales.

Ainsi, l'UE a élaboré une série d'orientations stratégiques pour la mobilisation des pays partenaires. Sur le plan opérationnel, elle est davantage présente dans les pays qui sont au bord de l'effondrement à cause des déficiences qui caractérisent leurs institutions de sécurité. Dans certains contextes, l'UE mène des programmes axés sur le renforcement de l'état de droit et la réforme de la justice. Notons au passage qu'au-delà de la RDC, l'action de l'UE est davantage visible à travers les missions politiques qu'elle mène sur le continent africain (notamment au Mali et au Niger) où le mandat d'EUCAP Sahel Mali vient d'être prolongé jusqu'au 14 janvier 2021 par le Conseil de l'Union européenne, avec un budget de 67 millions d'euros.

La PSDC dispose de deux missions dans la région:

1. EUTM Mali, qui contribue à la restructuration et à la réorganisation des forces armées malientes en leur prodiguant des formations et des conseils.
2. EUCAP Sahel Niger, qui soutient la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme au Niger.

De manière générale, l'UE est un acteur de plus en plus incontournable en matière de RSS sur le continent africain. Cette situation s'explique en partie par l'évolution du domaine de la coopération au développement, qui intègre désormais certains acquis et préalables de la RSS. Toutefois, il faut relever que l'appui fourni par l'UE aux pays partenaires comme la RDC a produit des résultats mitigés.

## Soutien de l'UE au processus de RSS en RDC

En RDC, l'action de l'UE en faveur de la RSS a une histoire vieille de 15 ans. Cependant, il convient de préciser que cette action est régie par l'Accord de Cotonou (qui consacre un partenariat entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)) d'une part, et par les missions de la PSDC d'autre part. En effet, les missions de la PSDC qui soutiennent les opérations et activités militaires (formation et conseils stratégiques) ne peuvent être financées dans le cadre de l'Accord de Cotonou et du FED. L'objectif global de cette politique est d'accompagner la RDC dans son effort visant à instaurer la paix et la sécurité, tout en renforçant la gouvernance et l'état de droit dans le pays. Dans un premier temps, ce soutien faisait partie de la PSDC, qui mettait l'accent sur le conseil stratégique et la formation militaire.

Au-delà de ce processus, le Fonds Européen pour le Développement (FED) a souhaité poursuivre cet appui en se concentrant sur la modernisation de l'administration et la mise en place d'une police de proximité. Le FED apporte également un appui institutionnel en matière d'accès à la justice dans les zones protégées (promotion des droits de l'homme, implication de la société civile et lutte contre l'impunité). Alors qu'elles sont globalement orientées vers le retour à la paix et la sécurité dans le pays, ces initiatives gagnent en intensité dans l'Est du pays et des efforts supplémentaires sont déployés afin d'accorder une plus grande attention la participation de la société civile dans le processus de RSS.

### ***Réalisations obtenues dans le cadre du soutien de l'UE au Processus de RSS en RDC***

1. Des cadres stratégiques et juridiques ont été élaborés pour favoriser la conduite du processus à travers des plans opérationnels et des outils techniques.
2. Une liste/base de données du personnel militaire a été établie et fait l'objet de mises à jour régulières lorsque cela est nécessaire. Des outils semblables sont en voie de développement pour le secteur de la police.
3. Une école de police et un institut national de la magistrature ont été créés à des fins de formations.
4. La reddition des comptes s'observe progressivement dans le secteur de la sécurité.

### ***Problèmes rencontrés dans le processus de RSS en RDC***

1. Le processus de RSS en RDC est encore balbutiant à cause des défis structurels (notamment les questions de pauvreté) auxquels est confronté le pays.
2. Les cas de succès ne s'excluent pas mutuellement de la nature de la gouvernance politique du pays.
3. Le retrait de la MONUSCO pourrait laisser un vide sécuritaire et politique susceptible de saper les modestes avancées déjà réalisées.
4. L'intégration et la consolidation de ces réalisations dans les rapports intersectoriels s'est soldée par un échec.

## Réforme du secteur de la justice en RDC

En RDC, la réforme du secteur de la justice est sous-tendue par trois hypothèses fondamentales:

1. La répétition cyclique du processus de RSS a précipité la notion de jeu à somme nulle sans fin ni résultats définitifs en vue.
2. Le contrôle démocratique du secteur de la sécurité doit être davantage conduit par les civils que par les militaires.
3. En effet, renforcer les capacités des forces de sécurité sans améliorer leur niveau de responsabilité entraînera des déséquilibres au sein du système politique.

### ***Enseignements tirés***

Même si l'armée congolaise a bénéficié d'un soutien diversifié depuis 2005 dans le domaine de la RSS, les processus récemment envisagés sous le FED ne sont pas nécessairement coûteux. Des améliorations en termes de comportement et de discipline (encouragées par des acteurs comme la France, les États-Unis et la Belgique) peuvent être obtenues à travers la formation et l'équipement, mais surtout grâce à un suivi efficace du processus de RSS.

### ***Défis***

- Une politique inadéquate en matière de formation
- Des contraintes budgétaires dues à la lenteur observée dans les décaissements de fonds et qui affectent non seulement les opérations, mais aussi le degré de motivation du personnel militaire et policier. Il est nécessaire de rationaliser les lignes budgétaires, le décaissement et l'utilisation des fonds, en particulier dans le secteur de la sécurité.

## Résultats mitigés obtenus dans le processus de RSS en RDC

Les raisons qui expliquent les résultats mitigés obtenus dans le processus de RSS en RDC se résument au manque de bonne gouvernance. Si certaines faiblesses proviennent de la corruption, d'autres sont liées au principe de solidarité. La corruption et les systèmes de solidarité sont en effet susceptibles de briser les systèmes de commandement et de contrôle dans le secteur de la sécurité. Pour ce qui est de la corruption et d'après certaines informations, des denrées alimentaires seraient volées par les soldats qui, plus tard, les revendent en stock aux mêmes populations dans les marchés. Les systèmes de solidarité en revanche peuvent s'expliquer comme étant des liens sociaux maintenus entre ex-rebelles et anciens combattants réintégrés dans les rangs de l'armée régulière.

Si le processus débouche sur des résultats mitigés, cela s'explique aussi, en partie, par la distinction entre les concepts d'« d'engagement théorique » et de « volonté politique ». Ces

deux variables sont différentes, mais souvent, la volonté politique et les intentions pointent dans des directions différentes.

Comme autre facteur décisif à l'origine des résultats actuels, soulignons le déficit de coopération entre le gouvernement et des partenaires au développement, ainsi que l'écart manifeste entre les dimensions politique et technique de la RSS.

Même si le pays reste confronté à plusieurs défis au cœur du processus de réforme, des efforts supplémentaires doivent être fournis par tous les principaux acteurs et partenaires pour consolider les acquis réalisés jusqu'ici.

## Recommandations

Au terme des travaux, les recommandations suivantes ont été formulées:

### ***À l'intention du gouvernement de la RDC***

1. Le processus de RSS doit faire l'objet d'un pilotage politique de haut niveau, du fait de l'absence d'une voix politique suffisamment audible pour assurer la gestion des affaires face à des obstacles institutionnels majeurs.
2. Le processus de réforme ne peut obtenir des retombées plus importantes que s'il est porté par une volonté politique ferme.
3. Il est nécessaire d'assurer une meilleure correspondance des processus de RSS entre Kinshasa (gouvernement central) et les provinces. Ainsi, la décentralisation du processus de RSS (contrairement à la centralisation) est capable d'apporter des réponses efficaces et efficientes aux besoins concrets des citoyens en termes de sécurité, mais aussi à la gouvernance du secteur de la sécurité dans un pays aussi vaste que la RDC.
4. L'analyse et la mise à jour des effectifs sont indispensables pour orienter le régime de pensions, le recrutement, la formation et les opportunités de carrière dans le secteur de la sécurité.
5. Il est indispensable de procéder au renforcement des institutions pour un meilleur équilibre entre les forces de sécurité et la surveillance civile.
6. Les services de renseignements locaux doivent être réformés sur la base de l'état de droit et dans le respect des droits de l'homme.
7. Le processus de DDR doit être soutenu afin d'éviter la multiplication des groupes armés et des attaques armées.
8. La haute autorité gouvernementale est nécessaire pour examiner le plan de RSS adopté par le FED. Ceci viendra contribuer aux efforts fournis pour l'adoption des textes législatifs supplémentaires permettant de consolider le processus de réforme de la justice.
9. La reconnaissance légale d'un programme militaire permettra de réviser le cadre juridique existant afin de le rendre conforme aux principes démocratiques.

### **À l'intention des OSC**

1. Une forte implication du parlement et des OSC peut garantir au processus de RSS une identité nationale et une appropriation au niveau local, renforçant ainsi le contrôle démocratique du secteur de la sécurité.
2. Il est nécessaire de donner plus de voix aux OSC, en particulier pour une sensibilisation plus accrue et des engagements en faveur du lien entre RSS et accès à la justice.

### **À l'intention de l'UE et des États-membres**

1. Il est important de former un groupe de pilotage constitué d'ambassadeurs des États membres de l'UE pour assurer un meilleur soutien technique et politique et un suivi et contrôle plus efficace du processus de RSS dans le pays.
2. Il est nécessaire d'améliorer la coordination entre l'UE et les États membres afin de renforcer le soutien à la réforme du secteur de la défense. Bien que les partenaires bilatéraux aient tendance à jouer un rôle de premier plan dans la réforme du secteur de la défense, ces rôles devraient être coordonnés dans le cadre stratégique plus large de l'UE.

---

## NOTE CONCEPTUELLE ET ORDRE DU JOUR

**28 Octobre 2020**

### **Forum et conférence d'experts en ligne**

**Rôle de l'Union Européenne dans le suivi et l'évaluation de la réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (RDC).**

---

#### **Contexte**

Mis en œuvre en 2017 par Cordaid en partenariat avec l'African Security Sector Network (ASSN), le programme «*Engaging Civil Society In Security And Justice Sector Reforms*» entend œuvrer pour la mise en œuvre du Cadre d'orientation de l'Union Africaine sur la Réforme du secteur de la sécurité, notamment dans ses dispositions relatives au rôle de la société civile dans la réforme du secteur de la sécurité. Ceci passe donc par:

- la promotion du dialogue entre les différents segments de la société sur les questions relatives à la sécurité en tant que mesure destinée à créer un climat de confiance;
- La participation active à la formulation, au suivi et à évaluation des politiques et législations relatives au secteur de la sécurité;
- la promotion et la défense de la culture de bonne gouvernance, des principes démocratiques, de la participation, des droits de l'homme et des libertés ainsi que de la justice sociale dans le secteur de la sécurité;
- la recherche et la formation sur les questions relatives à la sécurité;
- le plaidoyer et la sensibilisation sur les questions relatives à la sécurité, en particulier sur l'analyse du budget de la sécurité, et le suivi et évaluation de la politique et de la pratique en matière de sécurité, et
- la promotion pour la mise en œuvre de cette politique au niveau national, régional et continental.

Cette conférence entend contribuer au **renforcement du contrôle citoyen de l'action publique menée dans le domaine de la sécurité en RDC** en présentant des recherches menées par des organisations de la société civile congolaise en 2019-2020 sous la supervision de l'ASSN

---

#### **Objectifs**

Cette conférence vise un triple objectif:

- présenter au réseau EurAc et aux instances décisionnelles les recherches menées par les acteurs de la société civile congolaise sur le secteur de la sécurité. Chaque organisation présentera ses conclusions, ses recommandations sur la voie à suivre pour réformer le secteur et le rôle des différents acteurs, tant en RDC qu'à l'étranger
- formuler des recommandations adaptées aux acteurs internationaux impliqués dans le processus de réforme du secteur de la sécurité en RDC, à l'instar des institutions de l'Union Européenne et états-membres, et

- offrir aux acteurs de la société civile congolaise, aux chercheurs et aux décideurs une plateforme de dialogue leur permettant de réfléchir ensemble sur l'appui à la réforme du secteur de la sécurité en RDC qu'ils apportent ou envisagent d'apporter dans les années à venir.

## **Format**

La conférence comportera deux volets:

- Table ronde de 2 heures consacrée aux discussions et à la présentation en interne des résultats de la recherche menée.
- Conférence publique de 2 heures, animée par Donatella Rostagno -experte en paix et sécurité- comme modératrice de contenu et un second intervenant (d'une organisation externe) comme modérateur technique.

## **Programme**

Première partie: Forum d'experts (10h 00 - 12h 30)

**Description:**

- Évènement interne
- En Français, aucune traduction nécessaire
- Résultat attendu: recommandations finales (présentation PowerPoint pour la session d'après-midi)

**Calendrier:**

1. **Introduction** (5 min): Présentation de la recherche de la méthodologie par Dr Niagalé Bagayoko de l'ASSN

2. **Mot d'ouverture** (10 min) – Donatella Rostagno & EurAc

3. **Présentation des rapports de recherche et discussion** (2h30):

Première partie – 3 rapports (10 minutes par exposé) suivie d'une session de questions-réponses de 15 min / Pause / Seconde partie – 3 rapports (10 min par exposé) suivie d'une session de questions- réponses de 15 min

Études thématiques	Organisation
cartographie du secteur de la sécurité aux niveaux central et provincial	CEHAJ 1325 (Centre d'Etudes sur Handicap, Justice et Résolution 1325)
Le concept de police de proximité	ADEPAE (Action pour le Développement et la Paix endogène)
Réforme des forces armées de la RDC (FARDC)	RRSSJ (Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice)

Réforme de l'Agence nationale du renseignement (ANR)	RRSSJ
Contrôle des ALPC en RDC	Securitas Congo
Réforme du système pénitentiaire	SOS IJM (SOS Information Juridique Multisectorielle)

**4. Séance de discussion en groupe** avec les chercheurs pour l'élaboration et l'adaptation des recommandations finales aux institutions de l'UE, sous la modération de Donatella Rostagno (45 min)

Deuxième partie: Conférence (14h 00 -16h 00)

**Description:**

- Conférence publique
- En Français et en Anglais (interprétation simultanée)
- Résultat: élaborer un rapport de l'évènement, y compris des recommandations à l'intention de l'UE et les autres institutions.

**Calendrier:**

<b>10 minutes</b>	<b>Mot de bienvenu</b> d'Hervé Magaribi (Cordaid DRC) Intervention de Donatella Rosagno pour expliquer les règles du débat
<b>15 minutes</b>	Contextualisation de la politique de l'UE dans le secteur de la sécurité de la RDC (Délégation de l'UE en RDC)
<b>20 minutes</b>	<b>Présentation des recommandations</b> issues de la session matinale par Donatella Rostagno
<b>40 minutes</b>	Examen par le panel des recommandations relatives à la RSS en RDC <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Expert local (Emmanuel Kabengele)</li> <li>▪ Représentants de l'UE (Commission et Service pour l'action extérieure)</li> <li>▪ <i>Modératrice</i>: Donatella Rostagno</li> </ul> Session de questions-réponses
<b>5 minutes</b>	Clôture des travaux par Donatella Rostagno

## LISTE DES PARTICIPANTS

Ci-dessous, la liste des participants inscrits pour la conférence:

[https://docs.google.com/spreadsheets/d/1dzJ3klf3\\_y3r2F1nYcj5Zsj8Zv4fwNAiXo3RFgkm4n0/edit?usp=sharing](https://docs.google.com/spreadsheets/d/1dzJ3klf3_y3r2F1nYcj5Zsj8Zv4fwNAiXo3RFgkm4n0/edit?usp=sharing)